



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°12 – 20 au 25 mars 2023

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Le Fond Monétaire International abaisse ses prévisions de croissance pour 2023 à 0,1%
- **Afrique du Sud** : Des avancées encourageantes pour la centrale nucléaire de Koeberg ?
- **Afrique du Sud** : L'indice des prix à la consommation repart à la hausse en février
- **Afrique du Sud** : Le rand enregistre sa meilleure performance depuis un mois vis-à-vis du dollar et la pire vis-à-vis de l'euro
- **Afrique du Sud** : Le JSE All Share Index enregistre des fluctuations importantes
- **Afrique du Sud** : L'industrie sucrière sud-africaine en difficulté
- **Afrique du Sud** : Des investissements en hausse dans les domaines viticoles sud-africains
- **Angola** : Le plan d'action pour la zone franche de Dande reçoit le soutien Toyota Tsusho Corporation
- **Angola** : Le FMI avertit l'Angola qu'il doit remédier de toute urgence aux lacunes identifiées par le GAFI
- **Botswana** : L'indice des prix à la consommation diminue au mois de février
- **Malawi** : L'inflation repart à la hausse en février après trois mois de baisse
- **Mozambique** : Après cinq mois de décrue, l'inflation repart à la hausse en février
- **Namibie** : Lancement de l'appel d'offres pour les fréquences télécoms de 4G et 5G
- **Zimbabwe** : Le gouvernement double le salaire des fonctionnaires

Zoom sur... la baisse du taux directeur de la Banque centrale angolaise de 18 à 17%

Le 21 mars, le comité de politique monétaire de la banque centrale (*Banco Nacional de Angola*), a abaissé une nouvelle fois son taux directeur (-1 point), le portant à 17%. Il s'agit de troisième baisse du taux directeur de l'institution, qui avait culminé à 20%, depuis le mois de septembre 2022. La banque centrale met en avant la baisse continue de l'inflation, qui a atteint +11,5% au mois de février (contre 12,6% en janvier), soit son niveau le plus faible depuis 2015. Elle anticipe toujours un taux d'inflation compris entre 9% et 11% en fin d'année, et maintient sa prévision de croissance pour 2023 à 3,3%. Les conditions monétaires restent par ailleurs stables, la base monétaire et l'agrégat monétaire en monnaie nationale (M2) s'étant contractés de respectivement 4,9 et 1,4%. Un excédent commercial de 3,1 Mds USD (soit 2,9 Mds EUR) a enfin été enregistré au cours des deux premiers mois de 2023, les réserves internationales du pays s'établissant désormais à 14 Mds USD (soit 6 mois d'importations). La prochaine réunion du comité de politique monétaire se tiendra le 19 mai.

Afrique du Sud

Le Fond Monétaire International abaisse ses prévisions de croissance pour 2023 à 0,1%

Les équipes du Fond Monétaire International (FMI) se sont rendues en Afrique du Sud du 2 au 17 mars dans le cadre de la revue « Article IV », dont les résultats préliminaires ont été publiés le 22 mars. L'institution, qui au mois de janvier avait augmenté à la surprise générale ses prévisions de croissance pour l'Afrique du Sud (1,2% en 2023, contre 1,1% dans ses prévisions d'octobre), les a revues significativement à la baisse (+0,1% pour 2023). Ces nouvelles prévisions, inférieures à celles du gouvernement (+0,9% pour 2023) mais cohérentes avec les estimations de la Banque centrale sud-africaine (+0,3% pour 2023), reflètent la forte dégradation de la situation énergétique du pays : la SARB estime ainsi que les délestages électriques pèseront sur la croissance à hauteur de 2 points de PIB en 2023. Selon le FMI, le déficit fiscal devrait atteindre 6,5% en 2023 (contre une prévision de 4% dans le budget 2023/2024 présenté le 11 février dernier), sous l'effet de la reprise partielle par l'Etat de la dette de l'opérateur national d'électricité d'Eskom et d'une progression des salaires de la fonction publique supérieure aux montants budgétés. Le compte courant, pénalisé par la baisse du prix des matières premières, par une faible demande et de faibles flux entrants d'investissements étrangers, enregistrerait quant à lui un déficit de 2,3% du PIB en 2023 et de 2,5% en 2024. L'inflation devrait pour sa part réintégrer la fourchette cible de 3 à 6% fixée par la Banque centrale durant le second semestre de l'année 2023. Si le FMI souligne les atouts du pays, qui possède une économie diversifiée, un système financier sophistiqué, une position extérieure nette positive et une inflation maîtrisée, l'institution met en avant la nécessité de réaliser des réformes structurelles pour obtenir une croissance « inclusive, verte et créatrice d'emploi ».

Des avancées encourageantes pour la centrale nucléaire de Koeberg ?

L'électricien national, Eskom, a annoncé avoir procédé au retrait du premier générateur de vapeur (GV) de l'unité 1 dans le cadre du prolongement de la durée de vie de la centrale nucléaire pour 20 ans. Si le remplacement des générateurs de vapeur de l'unité 1 était initialement prévu entre février et juin 2021, et celui de l'unité 2 entre janvier et mai 2022, le projet a dû être repoussé, notamment suite au retard dans la construction des bâtiments de stockage, indispensables pour accueillir les anciens GV. Une fois le remplacement des GV de l'unité 1 et les opérations achevés – maintenance, mise en service des systèmes, recharge du réacteur en combustible et rallumage de l'unité – Eskom devra procéder à un arrêt similaire de longue durée de l'unité 2, privant ainsi l'Afrique du Sud de la moitié de la capacité de production de Koeberg (900 MW) pendant la majeure partie de l'année 2023. Par ailleurs, l'entreprise publique a fait savoir que les « difficultés inattendues » rencontrées au cours de l'arrêt en cours retarderaient la date de remise en service de l'unité 1, initialement prévue pour le début du mois de juin. Les travaux effectués à Koeberg devraient permettre à la centrale d'être exploitée pendant vingt années supplémentaires au-delà de sa licence actuelle, qui expire en 2024-2025.

L'indice des prix à la consommation repart à la hausse en février

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'indice des prix à la consommation a atteint 7% sur un an au mois de février, après 6,9% au mois de janvier. L'inflation repart ainsi à la hausse après trois mois de baisse consécutifs. Les postes qui ont le plus contribué à l'augmentation des prix sur un an sont les « denrées alimentaires » (+13,6%, soit une contribution positive de +2,3 points), les « transports » (+9,9%, soit +1,4 point), le « logement, eau et électricité » (+4 %, soit +1 point), et les « produits divers et services » (+6,1%, soit 0,9 point). La hausse des prix se poursuit dans les services (+4,6% en g.a, contre +4,3% le mois précédent), alors qu'elle se stabilise pour les

produits (+9,5% en g.a, comme le mois précédent). A noter que l'inflation cœur (qui exclut les produits les plus volatiles comme les produits alimentaires et les carburants) repart à la hausse (+5,2% en g.a, contre +4,9% en janvier), atteignant son plus haut niveau depuis 2017. L'inflation en glissement mensuel atteint quant à elle 0,7% au mois de février. Dans ce contexte, le consensus des économistes table sur une hausse modérée (+25 points de base) du taux directeur de la Banque centrale la semaine prochaine, qui atteindrait alors 7,5%.

Le rand enregistre sa meilleure performance depuis un mois vis-à-vis du dollar et la pire vis-à-vis de l'euro

Dans le sillage des annonces des banques centrales européenne et américaine et de la faillite de la banque américaine SVB, le rand enregistre des performances asymétriques vis-à-vis des deux devises. La décision de la Banque centrale européenne de relever ses taux de 0,5 point à 3,5% pour le taux de refinancement a entraîné une appréciation de l'euro vis-à-vis du rand (+2,7% entre le 14 et le 21 mars), qui a franchi le 21 mars la barre symbolique (déjà atteinte courant 2020 pendant la pandémie de Covid-19) de 20 rands pour 1 euro, avant de redescendre à 18,58 rands pour 1 euro le 24 mars (-2,1% entre le 21 mars et le 24 mars). Depuis le 1^{er} janvier, l'euro s'est ainsi apprécié de 7,8% vis-à-vis de l'euro. En parallèle, la faillite de la *Silicon Valley Bank* (SVB) a entraîné une dépréciation de l'USD vis-à-vis des autres devises (notamment émergentes) malgré une hausse du taux directeur de la Fed de 0,25 point à 5%. La bonne performance de la devise sud-africaine vis-à-vis de l'USD (+1,5% entre le 16 et le 23 mars), la meilleure depuis plus d'un mois (15 février), relève donc d'abord d'une mauvaise performance du dollar, mais apporte une bouffée d'air au pays, dont le taux de change vis-à-vis de la devise américaine suit une tendance baissière depuis le début de l'année 2023 (-6,5% entre le 1^{er} janvier et le 23 mars).



Le JSE All Share Index enregistre des fluctuations importantes

Le *Johannesburg Stock Exchange All Share Index* a connu des fluctuations importantes cette semaine, atteignant lundi 20 mars son plus bas niveau depuis mi-décembre, dans un contexte politique marqué par d'importantes manifestations. L'index s'est ainsi contracté de 8,2% entre les 6 et 20 mars (dont une perte de 5% entre les 11 et 18 mars), reflétant l'inquiétude des investisseurs avant la journée de « blocage national » organisée le 20 mars par les Combattants de la Liberté Economique (EFF) de Julius Malema. Le mouvement ayant eu une ampleur plus limitée qu'anticipé, la bourse a récupéré une partie de ses pertes la semaine suivante (+5% entre les 20 et 24 mars), bénéficiant notamment de l'appréciation du rand vis-à-vis du dollar et de la baisse du cours du pétrole sur le marché des matières premières.

L'industrie sucrière sud-africaine en difficulté

Les industriels sucriers de la région du KwaZulu-Natal ont exprimé leur inquiétude, par le biais de l'association sud-africaine des producteurs de canne à sucre (*SA Canegrowers*), après le placement en redressement judiciaire du géant de l'industrie Gledhow. Le groupe, qui dessert plus de 245 producteurs et produit près d'1,1 Mt/an, soit environ 6 % de la production totale de l'industrie et plus de 3 400 emplois, a dû faire face à la hausse des coûts des engrais et aux difficultés d'approvisionnement en électricité, après les émeutes de juillet 2021 et les inondations historiques d'avril 2022. Dans le passé, la procédure de sauvetage de l'industriel sucrier Tongaat Hulett, coté à la bourse de Johannesburg (*JSE - Johannesburg Stock*

Exchange), avait en effet provoqué une crise aiguë dans l'industrie sucrière, en particulier du fait des nombreux retards dans les paiements aux producteurs.

Des investissements en hausse dans les domaines viticoles sud-africains

Depuis plusieurs mois, les domaines viticoles sud-africains attirent les capitaux étrangers, un phénomène exacerbé par la récente dévaluation du Rands. Ainsi, un certain nombre de propriétés prestigieuses – Uitkyk, Villiera, Kleine Zalze... – situées dans la région du Western Cape, et souvent en difficultés – exploitations coûteuses, difficultés climatiques, modification des chaînes de distribution, ont été acquises au cours des derniers mois avec des prix à l'hectare pouvant atteindre 10 M ZAR (500k EUR), selon les analystes. Ces acquisitions s'ajoutent à la longue liste de propriétés aujourd'hui détenues par des capitaux étrangers – Alto, Ernie Els, Warwick, Le Bonheur, Ken Forrester, L'Avenir et d'autres.

Angola

Le plan d'action pour la zone franche de Dande reçoit le soutien Toyota Tsusho Corporation

La Société de développement de « Barra do Dande » S.A (SDBD) a signé un protocole d'accord avec Toyota Tsusho Corporation (TTC) dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la zone franche de Barra do Dande. SDBD et TTC prévoient ainsi de coopérer pour le développement d'infrastructures dans la zone franche, à travers la réalisation conjointe d'études de faisabilité technique, économique et financière pour le développement d'infrastructures d'énergie renouvelable et d'un système d'approvisionnement en eau dans la zone franche référencée.

Le FMI avertit l'Angola qu'il doit remédier de toute urgence aux lacunes identifiées par le GAFI

Le FMI a averti l'Angola de la nécessité de réaliser des progrès substantiels dans la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de

capitaux et le financement du terrorisme du pays si le pays souhaite échapper à un retour sur la liste grise du GAFI, qu'il avait quittée en 2016. Le dispositif de LBC-FT de l'Angola fait actuellement l'objet d'un examen par une équipe d'évaluateurs internationaux, qui se sont rendu à Luanda en juin et juillet dernier, et dont le projet de rapport d'évaluation devrait être discuté en avril prochain lors de la plénière de l'*Eastern and Southern Africa Anti-Money Laundering Group* (Esaamlg), groupe régional de type GAFI. Le FMI relève notamment la nécessité d'améliorer le régime de transparence des bénéficiaires effectifs (notamment concernant les entreprises qui obtiennent des contrats publics), ainsi que celui des saisies et confiscations. Si d'importants efforts avaient été consentis par le pays dans le cadre de la mise en œuvre du programme du FMI (2019-2021), ceux-ci se seraient révélés insuffisants par la suite.

Botswana

L'indice des prix à la consommation diminue au mois de février

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsBots*), les prix à la consommation auraient progressé de 9,1% sur un an au mois de février après une hausse de 9,3% au mois de janvier. Malgré une légère remontée en décembre dernier, l'indicateur poursuit une tendance baissière depuis le mois d'août 2022 (+15,1% en g.a), enregistrant son plus bas niveau en glissement annuel depuis le mois de décembre 2021. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse annuelle sont les « transports » (+14,3% soit une contribution positive de 3,4 points), les « denrées alimentaires » (+17,3%, soit +2,3 points) et le « logement, eau et électricité » (+4,6%, soit +0,8 point). En glissement mensuel, les prix à la consommation ont augmenté de 0,1% après une baisse de 0,6% le mois précédent. L'inflation cœur, à +8,7% contre +9,1% au mois précédent, renoue par ailleurs avec sa tendance baissière.

Malawi

L'inflation repart à la hausse en février après trois mois de baisse

Selon la banque centrale du Malawi (*Reserve Bank of Malawi*), l'inflation en glissement annuel a atteint 26,7% sur un an au mois de février, après 25,9% au mois de janvier.

L'indice des prix à la consommation repart donc à la hausse après trois mois de baisse, renouant avec le pic de 26,7% enregistré au mois d'octobre. L'inflation est portée principalement par la hausse des prix des produits alimentaires (+31,7% en g.a, contre 30,5% au mois de janvier), tandis que la hausse des prix des produits non-alimentaires ralentit (+20,5% en g.a, contre 21,1% au mois de janvier), sous l'effet de la modération des prix pétroliers. L'économie malawite reste particulièrement fragile, la dévaluation de sa monnaie locale (kwacha) ne lui permettant pas de faire face à ses importations. Le pays, frappé par la pire épidémie de choléra de son histoire, subit par ailleurs les effets du cyclone Freddy, qui l'a frappé entre le 11 et le 13 mars et a entraîné des dommages majeurs dans la capitale économique du pays Blantyre, l'inondation de nombreuses terres agricoles et la destruction subséquente des récoltes. Le prix du maïs aurait triplé par rapport à la même période de l'année précédente, alors que 20% de la population faisait déjà face à une situation d'insécurité alimentaire avant la survenue du cyclone.

Mozambique

Après cinq mois de décrue, l'inflation repart à la hausse en février

Selon l'*Instituto Nacional de Estatística* (INE), l'indice des prix à la consommation a atteint 10,3% au mois de février, après 9,8% au mois précédent. Cette hausse succède à cinq mois de baisse après le pic de 13% enregistré en août 2022. Les sous-secteurs des produits alimentaires (+16,7%, soit une contribution positive de 7,7 points) et des transports (+16,5% soit +2,4 points) ont le plus contribué à cette hausse. L'inflation progresse de 1% en glissement mensuel, portée principalement par les produits alimentaires et

par l'éducation. Elle devrait se renforcer dans les mois à venir, sous l'effet des destructions partielles de récoltes dans les zones touchées par le cyclone Freddy.

Namibie

Lancement de l'appel d'offres pour les fréquences télécoms de 4G et 5G

L'Autorité de régulation des communications de Namibie (*CRAN - Communications Regulatory Authority of Namibia*), a engagé le processus de mise aux enchères des fréquences radio dans les bandes 700MHz (684MHz-790MHz) et 800MHz (790MHz-862MHz) qui seront utilisées pour le déploiement des technologies 4G et 5G. Les opérateurs télécoms titulaires de licences devront présenter une analyse de rentabilité détaillée et un plan de déploiement sur trois ans, visant en priorité les zones dont la couverture de la population en haut débit mobile est inférieure à 80%. Selon le rapport de la CRAN sur le marché des télécommunications namibien pour l'année 2021, le taux de couverture de la population namibienne est de 96% pour la 2G, 89% pour la 3G et 79% pour la 4G. Les réseaux et services de technologies de l'information et de la communication (TIC) jouent un rôle essentiel notamment dans le développement socio-économique et la transformation numérique de la Namibie. C'est pourquoi, le gouvernement entend développer les usages, notamment dans la formation et la santé, à travers la mise en place de services à large bande avec des vitesses de téléchargement d'au moins 20 Mbps.

Zimbabwe

Le gouvernement double le salaire des fonctionnaires

Dans une lettre adressée le 16 mars à la commission de la fonction publique, le secrétaire aux Finances et au développement économique George Guvamatanga a annoncé une augmentation de 100% du traitement des fonctionnaires. Les pensions des retraités devraient également être doublées, de même

que les salaires des parlementaires, des membres des commissions indépendantes et des institutions subventionnées. Cette augmentation considérable s'explique par leur versement en monnaie locale (qui ne représente plus que 30% des échanges au sein de l'économie), dans un contexte d'inflation élevée (+230% en glissement annuel au mois de janvier, dernière donnée publiée). L'augmentation a pris effet rétroactivement à partir du 1^{er} février dans les secteurs de la défense et de la police, et à partir du mois d'avril pour le reste de la fonction publique. Une allocation mensuelle supplémentaire de 80 dollars américains sera par ailleurs attribuée aux instituteurs, tandis que les « allocations de protection économique et covid » (allocations exceptionnelles accordées aux fonctionnaires pour amortir les chocs économiques) seront augmentées de 50 dollars (à 250 USD) pour tous les fonctionnaires hors secteur de la santé et de 10 dollars (à 100 dollars) pour les retraités.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	23/03/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,12 ZAR	1,5%	-0,2%	-19,8%	-6,2%
Angola	504,8 AOA	-0,1%	-0,2%	-10,9%	-0,2%
Botswana	13,1 BWP	0,5%	-0,4%	-13,0%	-3,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	21,0 ZMW	-2,3%	-7,4%	-15,0%	-13,8%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT et Pierre FINOT

SE de Luanda et SE de Maputo

revu par Claire JOLLY et Flora BOUBOUR

Pour s'abonner :

[s'inscrire ici](#)